



Droits humains et entreprises : pour une directive ambitieuse et impactante incluant un revenu vital

Suite à la publication de la proposition de projet de directive sur le devoir de vigilance des entreprises par la Commission européenne,

1,9 million de producteurs et de travailleurs du mouvement Fairtrade appellent pour demander de placer les droits des personnes et la durabilité environnementale au cœur de la proposition de directive sur le devoir de vigilance.

Les producteurs et travailleurs comptent parmi les acteurs les plus marginalisés des chaînes de valeur mondiales, alors qu'ils produisent un tiers de la nourriture du monde et représentent une part conséquente des producteurs de certains secteurs définis comme étant « à fort impact » dans la proposition de directive.

Le mouvement Fairtrade, dont Fairtrade Lëtzebuerg est membre, appelle le Parlement européen et le Conseil des ministres à considérer une série de recommandations, qui sont susceptibles de contribuer de manière significative à l'amélioration des conditions de vie des petits exploitants et des communautés dans les chaînes de valeur mondiales, afin de construire une économie mondiale durable, inclusive et équitable pour tous les citoyens du monde. Si les petits exploitants et les communautés forestières peuvent être des moteurs actifs du développement durable, y compris pour atténuer les effets du changement climatique, les conditions pour atteindre cet objectif et de produire leurs biens de manière respectueuse et durable font souvent défaut.

Reconnaître le salaire vital et le revenu vital comme droit humain et l'inclure dans la directive

La législation doit reconnaître que la pauvreté engendrée par des revenus et salaires très bas, crée de nombreux problèmes de durabilité dans les chaînes de valeur internationales, tels que l'exploitation des enfants, le travail forcé ou la dégradation de l'environnement.

Nous saluons le fait que la proposition de directive inclue explicitement le salaire vital et un niveau de vie décent en tant que droits humains, et nous appelons fortement le Parlement européen et le Conseil à maintenir ces dispositions. Il est toutefois regrettable que la proposition ne contienne aucune référence qui rendrait les entreprises responsables de l'utilisation de leur influence pour contribuer à un revenu vital dans les chaînes de valeur. Alors que le salaire vital fait référence à la rémunération perçue par les salariés, le revenu vital pour les petits exploitants s'entend comme le revenu qu'ils tirent de leur production, qui doit répondre aux besoins de leur ménage et de leur exploitation, y compris ceux des personnes à leur charge. Il s'agit d'un droit humain et d'une condition préalable à la mise en œuvre de pratiques agricoles durables respectueuses des droits humains.

Le salaire vital et le revenu vital sont tous deux essentiels pour lutter contre la pauvreté, qui est à l'origine d'impacts négatifs sur les droits humains et l'environnement. La législation devra donc exiger des entreprises, qu'elles travaillent à la réalisation progressive de ces droits et qu'elles encouragent des pratiques d'achat responsables.

Prendre en compte des pratiques commerciales et des modèles d'entreprise non durables dans le processus de diligence raisonnable

Pour s'assurer que les coûts d'investissement dans la durabilité soient proportionnellement partagés tout au long de la chaîne de valeur et que les producteurs aient les moyens de produire

de manière durable, les entreprises doivent évaluer et traiter, dans le cadre de leur obligation de diligence raisonnable, les impacts négatifs sur les droits humains et l'environnement causés par leurs pratiques commerciales et tarifaires et par leurs modèles d'entreprise. Dans les chaînes d'approvisionnement actuelles, les relations de pouvoir asymétriques entraînent des pratiques commerciales non durables, telles que des paiements tardifs des produits, des modifications unilatérales des contrats et des prix inférieurs aux coûts de production.

Garantir un désengagement responsable en dernier recours

Les entreprises doivent également évaluer les impacts d'une décision de désengagement. Lorsque le désengagement ne peut être évité, les entreprises doivent traiter les impacts négatifs liés à la décision de se désengager et chercher à remédier aux impacts négatifs subis, le cas échéant.

Le devoir de vigilance doit être un processus centré sur les détenteurs de droits et fondé sur la coopération et les partenariats entre les acteurs des chaînes de valeur mondiales.

L'ONG Fairtrade Lëtzebuerg appelle le Luxembourg, désormais membre du Conseil des droits de l'Homme des Nations unies, à plaider en faveur de ces recommandations afin de construire une économie mondiale durable, inclusive et équitable pour tous les citoyens du monde.



Non aux violations des droits humains dans l'assiette de nos enfants !

Fairtrade Lëtzebuerg et SOS FAIM Luxembourg interpellent le ministère de l'Éducation nationale sur le projet de loi n° 7792 en faveur d'une éducation à l'alimentation équilibrée et diversifiée dans les établissements scolaires et universitaires.



Tel que proposé dans sa forme actuelle, les deux organisations constatent avec regret que ce projet de loi ne fait aucunement référence au respect des droits humains dans les chaînes d'approvisionnement alimentaires, aux produits issus du commerce équitable et n'introduit aucun quota en matière d'utilisation de produits répondant aux trois critères du développement durable.

Restopolis, l'organe actuel en charge des menus dans les établissements scolaires et universitaires a réalisé ces dernières années des efforts réels pour une alimentation saine et prenant en compte certains critères durables dont notamment le choix de certains produits issus du commerce équitable. Nous saluons ici cet engagement volontaire de Restopolis. Cependant, **aujourd'hui, avec l'introduction d'un projet de loi, il s'agit d'ancrer une volonté politique sur la durée, et le législateur devra développer une stratégie avec des engagements concrets et vérifiables.**



Nous demandons de reconnaître le rôle central de la restauration collective pour favoriser une

alimentation saine, durable, équitable et respectueuse des droits humains au Luxembourg et dans le reste du monde. Nous sommes d'avis, qu'un tel projet de loi doit être ambitieux et cohérent avec l'ensemble de la politique luxembourgeoise, y inclue la coopération luxembourgeoise.



Nous demandons que le projet de loi prenne en compte les matières premières provenant d'Afrique, d'Asie, d'Amérique latine et des Caraïbes, et s'il existe pour ces matières premières une filière équitable certifiée, telle que définie par la charte du commerce équitable et contrôlée par un organisme certificateur accrédité selon la norme ILNAS EN ISO/IEC 17065, qu'il impose le recours exclusif à des matières premières issues de cette filière.

Nous demandons que les prestataires travaillant pour Restopolis s'engagent au niveau de leur politique de gouvernance pour la concrétisation d'un devoir de vigilance en lien avec le respect des droits humains sur l'ensemble de leurs filières.



Cette loi en faveur d'une éducation à l'alimentation équilibrée et diversifiée dans les établissements scolaires et universitaires se doit de prendre en compte de manière contraignante le respect des droits humains dans l'ensemble des filières agricoles, aussi bien au Luxembourg qu'en Afrique, Asie, Amérique latine et Caraïbes. C'est pourquoi, nous appelons le ministère de l'Éducation nationale à considérer nos revendications pour le développement futur de cette loi, qui sera pour le Luxembourg une vitrine de son engagement pour le développement durable, de même qu'un exemple pour la création du monde de demain fondé sur le respect des droits humains et le respect de l'environnement. •

À nous la parole



Interview James Macharia

« Aujourd'hui, grâce à Fairtrade, les prix sont plutôt bons, et de nombreuses formations sont dispensées pour développer les connaissances et le savoir-faire des productrices et producteurs »

James Macharia, 30 ans, est producteur de café dans le comté de Murang'a, situé à un peu plus d'une heure de la capitale Nairobi. Passionné par son métier, le jeune Kenyan revient sur l'excellente qualité du café de sa région et de l'impact du système Fairtrade pour lui, les autres producteurs de café, ainsi que pour les futures générations.

« J'ai commencé à m'intéresser à la culture du café il y a environ deux ans, pendant la période du Covid-19, lorsque j'ai réalisé que mon père vieillissait et qu'il n'y avait personne d'autre pour reprendre l'exploitation.

Après le décès de mon père, j'ai donc rejoint la coopérative agricole Kahuhia Farmers Cooperative Society Ltd, au sein de laquelle j'ai rapidement acquis de nombreuses connaissances grâce aux formations et séminaires dispensés. Étant donné que je suis quelqu'un de très curieux et que j'aime apprendre de nouvelles choses, j'étudie parallèlement à mon travail pour obtenir un diplôme, et j'espère que peut-être, à l'avenir, l'argent que je gagne grâce à la culture du café pourra aider à financer mes futurs projets professionnels.

Il faut toutefois préciser qu'à une certaine époque, la culture du café n'était pas du tout rentable. Les prix étaient assez bas et cela n'encourageait pas beaucoup la culture. Beaucoup de productrices et de producteurs n'étaient pas encouragés à cultiver, mais aujourd'hui, grâce au système Fairtrade, les prix sont plutôt bons. Fairtrade Africa dispense de nombreuses formations pour développer les connaissances et le savoir-faire des productrices et producteurs. Cela est très encourageant, notamment pour les jeunes, qui souhaitent investir dans la culture du café.

C'est un message important que je souhaite réellement faire passer aux futures générations : investissez dans l'agriculture. L'agriculture, et en particulier la culture du café, est une bonne chose pour toute notre région. •



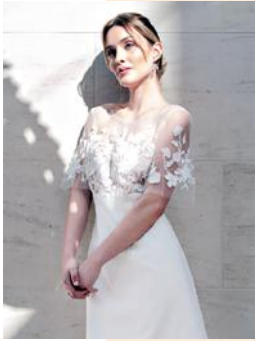
Eurest Luxembourg reçoit la distinction ONLY

Le 24 mai dernier, l'ONG Fairtrade Lëtzebuerg a remis au groupe Eurest Luxembourg, la distinction ONLY, programme de sensibilisation visant à mettre fin à l'utilisation massive de pesticides et à la violation des droits humains, tout en construisant une filière de la banane durable et respectueuse.

Eurest s'engage désormais à proposer 100 % des bananes certifiées Fairtrade et issues de l'agriculture biologique. •



« Bravo et un grand merci à Eurest pour cet engagement ! »



La première robe de mariée Fairtrade est luxembourgeoise !

Portez vos valeurs avec une mode locale et équitable !

Dans le cadre de sa campagne de sensibilisation « Rethink your Clothes », Fairtrade Lëtzebuerg collabore avec des créatrices locales pour mettre le coton équitable au goût du jour et montrer que la mode durable et éthique « made in Luxembourg » est possible.

Parmi ces talentueuse couturières, la luxembourgeoise Céline Bijleveld. Après des études réussies en stylisme et modélisme à Paris et Düsseldorf, la créatrice a fait ses preuves dans différents ateliers de couture à l'étranger avant d'ouvrir son propre studio Melucéline dans le nord du Luxembourg en 2019. Ici, elle conçoit et réalise des créations uniques au design minimaliste et intemporel, y compris des robes de mariée. Une attention particulière est donnée aux tissus durables et éthiques que la créatrice aime transformer grâce à des finitions nobles comme la dentelle, les plissés ou encore des broderies faites à la main. Depuis 2021, l'atelier Melucéline utilise également du coton bio Fairtrade et a réalisé les premières robes de mariée Fairtrade.

De la robe de cocktail au deux-pièces ultra tendance, Céline se laisse guider par les idées de ses clientes et trouve de l'inspiration dans la nature, l'art et l'architecture. La longévité est au cœur de sa démarche : du sur-mesure, des coupes qui mettent en valeur la morphologie des clientes et un style qui reflète leur personnalité. Ainsi, les clientes chérissent leur pièce plus longtemps. Pour allonger leur durée de vie, l'atelier Melucéline propose de les transformer après l'occasion spéciale (raccourcir, teindre, associer différemment) pour pouvoir les porter à nouveau.

Vous rêvez de porter une création locale, taillée sur mesure qui représente votre style et vos valeurs ? Rendez-vous sur www.meluceline.com ou dans le showroom Melucéline au 15, an der Huuscht L-9150 Eschdorf. •

Das Recycling-Pilotprojekt im Norden Perus läuft auf Hochtouren:

Die ersten Winkelleisten sind bereits in Luxemburg angekommen

Das von peruanischen Fairtrade-Kooperativen entwickelte und von Agrofair, der Cactus-Gruppe Luxemburg sowie der NGO Fairtrade Lëtzebuerg unterstützte Recyclingprojekt für blaue Plastiktüten, die im Bananensektor in der Region Piura im Norden Perus verwendet werden, befindet sich nun in der Verarbeitungs- und Herstellungsphase der Winkelleisten.

Seit der Inbetriebnahme des Recyclingzentrums im Februar 2022 und der Gründung der Gesellschaft ECOBAN, die die Fabrik verwaltet, wurden bereits zwei Produktionslinien

eingeweiht und ein Dutzend Mitarbeiter, die hauptsächlich aus der Piura-Region stammen, haben eine stabile und lohnende Beschäftigung gefunden.

Aufgrund des Erfolgs des Projekts werden in den kommenden Monaten voraussichtlich noch zwei weitere Linien in Betrieb genommen. Eine weitere gute Nachricht für die Region, da Karriere- und Entwicklungsmöglichkeiten im Norden Perus eher gering sind.

Insgesamt wurden zwischen Februar 2022 und Juli 2022 bereits 118.882 Winkelleisten hergestellt (davon 38.331 lange und 80.551 kurze Leisten). ECOBAN konnte damit bereits 479 Container mit recyceltem Plastik füllen.



Ausstellung Second Life - Objectif Zéro Plastique bei Belle Etoile

Um dieses innovative und beispielhafte Projekt einem breiten Publikum vorzustellen, hat sich die NGO Fairtrade Lëtzebuerg mit dem Shopping-Center Belle Etoile zusammengetan, um vom 8. bis 24. September eine interaktive Ausstellung in der Galerie des Einkaufszentrums zu organisieren. Die Ausstellung besteht aus zwei Teilen und soll die Besucher über die ökologischen, sozialen und wirtschaftlichen Herausforderungen aufklären, die Plastikmüll mit sich bringt, und wie dieser geschlossene Recyclingkreislauf den Plastikmüll vom Rohstoff bis zu seiner endgültigen Verarbeitung aufwertet.



Zusätzlich zur Präsentation dieses beispielhaften Recyclingprojekts feiert die Ausstellung auch das 30-jährige Bestehen der NGO Fairtrade Lëtzebuerg und blickt auf drei Jahrzehnte historischer Zusammenarbeit mit der Cactus-Gruppe Luxemburg zurück. Außerdem werden verschiedene Workshops rund um das Thema Backwaren aus Fairtrade-Produkten und Nähen mit Fairtrade-Stoffen angeboten. Es wird ganz sicher für jeden Geschmack etwas dabei sein! Wir hoffen, Sie zahlreich vor Ort begrüßen zu dürfen!

Schengen-Grenzenlos-Wanderung 2022

Die traditionelle Wanderung „Schengen Grenzenlos“ findet dieses Jahr am Sonntag, den 2. Oktober 2022 statt.

Die beliebte Wanderung wird seit dem Erhalt der Fairtrade Gemeng-Zertifizierung im Jahr 2019 von Schengen regelmäßig veranstaltet. Dieses Jahr fällt der Startschuss am Europazentrum Schengen und führt 12 km quer durch die Nachbarländer Deutschland und Frankreich.

Auf dem Programm stehen dieses Mal ein Fairtrade-Verpflegungsstand, an dem Fairtrade-Bananen verteilt werden, sowie

verschiedene Sensibilisierungsaktionen rund um den fairen Handel mit den Mitgliedern der luxemburgischen NGO. Eine köstliche, faire und grenzüberschreitende Veranstaltung mitten im Herzen Europas!

Weitere Informationen über die Wanderung, die Aktionen sowie die Anmeldung finden Sie unter www.visitmoselle.lu.



Fairtrade Walls

Fairtrade School und Fairtrade Gemeng Zertifizierungen: Fairness ist für luxemburgische Gemeinden und Schulen eine Herzensangelegenheit



Das Jahr 2022 gilt schon jetzt als voller Erfolg im Bereich der Fairtrade School-Zertifizierungen! In der Tat wurden bereits vier neue Schulen in verschiedenen luxemburgischen Regionen zertifiziert, nämlich:

Die Internationale Schule Anne Beffort in Mersch:

Diese im September 2021 neu eröffnete Schule hat sich zum Ziel gesetzt, die Werte des fairen Handels von Anfang an zu tragen. So wurde unter anderem eine Woche voller Feierlichkeiten organisiert, um die Schulgemeinschaft für die Fairtrade-Standards zu sensibilisieren. Die Zertifizierung selbst erfolgte zum Abschluss der Europawoche Anfang Mai, und wurde mit Fairtrade-Croissants und -Fruchtsäften fair gefeiert. Die Veranstaltung wurde sogar vom lokalen Fernsehsender Miersch TV gefilmt, der vor Ort war, um über das Ereignis in seinem Abendprogramm zu berichten!

Lycée Privé Emile Metz in Luxemburg:

Eine Woche später hat das Lycée Privé Emile Metz die Fairtrade-School-Zertifizierung erhalten. Dank weitreichender Aktionen und Initiativen, insbesondere das Hervorheben der Fairtrade-Werte, hat das Hauptstadt-Gymnasium die hochverdiente Zertifizierung in einer festlichen Atmosphäre samt Fotokabinen, Fairtrade-Rosen und sogar selbstgemachten Fairtrade-Trüffeln, erhalten!

Lycée Edward Steichen und Gemeinde Clerf:

Eine Premiere in der Geschichte von Fairtrade Lëtzebuerg - eine Doppelzertifizierung! Die Gemeinde im Norden Luxemburgs und das Lycée Edward Steichen haben beide durch das Organisieren zahlreicher Veranstaltungen und innovativer Aktionen ihr Engagement unter Beweis gestellt und verdientermaßen sowohl die Fairtrade Gemeng als auch die Fairtrade School-Zertifizierung bekommen. Ein von einer Schülerin gezeichnetes Comic-Buch, ein Malwettbewerb, ein kleines Klavierkonzert eines Schülers sowie Fairtrade-Waffeln, die ebenfalls von Schülern zubereitet wurden, standen auf dem Programm, um diesen einzigartigen Moment gebührend zu feiern.

École de Commerce et de Gestion de Luxembourg:

Auch die School of Management hat ihr Engagement das ganze Jahr über mit zahlreichen Sensibilisierungsaktionen, darunter die «Fairtrade Wall», ein Wandgemälde, das zwei Produzentinnen in einem Baumwollfeld darstellt, unter Beweis gestellt. Das Ergebnis ist beeindruckend und wird mit Sicherheit noch viele zukünftige Schüler und Lehrer begeistern! •

Einweihung der Fairtrade Walls-Serie, ein Geschenk der Gemeinden

Im Rahmen der Feierlichkeiten zum 30-jährigen Bestehen der NGO Fairtrade Lëtzebuerg und des Europäischen Kulturjahres Esch 2022, hat Fairtrade Lëtzebuerg die ersten Fairtrade Walls „Made in Luxembourg“, zusammen mit verschiedenen Gemeinden und der École de Commerce et de Gestion eingeweiht. Ziel dieser Initiative war es, große, pädagogisch wertvolle Wandmalereien von lokalen Künstlern gestalten zu lassen, um den Produzenten und Arbeitern in Afrika, Asien, Lateinamerika und der Karibik eine Plattform in unserem öffentlichen Raum geben zu können. Gleichzeitig sollen sie aber auch über die Herkunft der landwirtschaftlichen Produkte aufklären und Fragen über unsere Konsumgewohnheiten aufwerfen. Denn wenn wir die weltweite Ernährungssicherheit gewährleisten wollen, ist es von entscheidender Bedeutung, die Produzentinnen und Produzenten als grundlegende Akteure in den Lieferketten anzuerkennen. Diese Achtung schlägt sich in einem fairen Handel zwischen ihnen und den Verbrauchern nieder.

Das erste von David Soner realisierte Wandbild wurde in Differdingen im Rahmen des 30-jährigen Bestehens der NGO Fairtrade Lëtzebuerg eingeweiht und stellt einen Kaffeebauern dar. Die Wahl von Differdingen ist übrigens kein Zufall, da sie als erste Gemeinde Luxemburgs überhaupt 2011 die Fairtrade-Gemeng-Zertifizierung bekommen hat.

Das zweite Wandgemälde wurde von Raphaël Gindt erstellt und befindet sich in der École de Commerce et de Gestion. Dabei hat der Künstler tatkräftige Unterstützung von den Schülern der ECG erhalten!

Im Herbst freuen wir uns besonders darauf, gleich 2 neue Kunstwerke im Süden Luxemburgs einweihen zu können. Das erste, von Daniel Mac Lloyd, erstellte Wandgemälde befindet sich in Esch-sur-Alzette und stellt eine Kakaobäuerin dar, deren Geschichte den Künstler berührt und inspiriert hat.

Das zweite Wandgemälde wurde von Jo Malano gestaltet und befindet sich in Schiffelingen. Darauf kann man eine farbenfrohe Collage sehen, die aus verschiedenen Fairtrade-Elementen besteht.

Wir möchten uns an dieser Stelle ganz herzlich bei den Gemeinden und der ECG-Schule für ihren Beitrag zum fairen Handel bedanken!

